

**Union européenne - Déclaration de
Mme Elisabeth Borne, ministre
chargée des transports, à l'issue du
Conseil transport**

(Luxembourg, 07 juin 2018)

Q - Madame La Ministre, que pensez-vous de l'idée du conclave soulevé par le Ministre autrichien des transports ?

R - Ecoutez, nous allons y réfléchir. Je pense que l'on voit aujourd'hui effectivement qu'il y a des positions qui sont encore éloignées. Evidemment pour la France il n'est pas question de conclure un accord qui ne respecterait pas les principes que nous avons posés, en particulier dans le prolongement de l'accord sur la Directive travailleurs détachés ou le principe à travail égal en un même lieu, salaire égal. Il reste manifestement du chemin à faire et en tout cas nous serons positifs sur l'idée d'ouvrir une nouvelle page de négociations. Nous verrons quelles sont les formes les plus adaptées.

Q - Le format restreint à quatre Etats inquiétait certaines délégations qui parlaient d'une nécessité de parler à 28. Est-ce que vous entendez cela ? Qu'est-ce que vous en pensez ?

R - Je pense qu'il faut prendre le temps de réfléchir. Effectivement chaque Etat, en fonction de sa position, du poids du transport routier, peut avoir ses propres contraintes et on ne peut pas imaginer qu'on ait un accord sur un sujet aussi important sans qu'il n'y ait un maximum de transparence. Donc c'est un sujet qui évidemment doit être discuté entre les ministres et on ne peut pas ignorer les enjeux propres à chaque Etat membre. Est-ce que cela peut aider d'avoir d'abord une discussion en comité plus restreint, nous allons y réfléchir. En tout cas, à la fin, il faut bien qu'on arrive à trouver un accord entre ministres en prenant en compte la situation de chacun.

Q - Est-ce que vous êtes favorable à l'organisation d'un conseil extraordinaire en septembre ?

R - Je pense qu'il faut qu'on sorte effectivement du blocage dans lequel on est aujourd'hui en fonction sans doute plutôt des contacts bilatéraux qui vont intervenir. Nous verrons si c'est opportun d'organiser un conseil. Ce que je pense important dans la continuité de ce que je vous disais, c'est que ce n'est pas un sujet qui va se régler dans un COREPER, c'est forcément un sujet qui doit se traiter au niveau des ministres dans la transparence. En fonction de l'avancement des discussions, nous verrons où nous en serons. Le point important pour moi, c'est qu'il y ait beaucoup de transparence sur un sujet aussi important, donc un sujet qui relève des ministres.

Q - La transparence et la communication aussi peut être, est-ce que des nouvelles réunions

publiques, politiques avec l'Alliance du routier sont prévues dans les prochaines semaines, avant la coupure estivale ?

R - Oui nous allons forcément nous revoir avec les pays de l'Alliance. Il faut aussi que l'on écoute la préoccupation des autres. Vous voyez, on ne va pas simplement se conforter entre nous sur nos préoccupations. Il faut que l'on arrive à comprendre ce que sont aussi les préoccupations des autres Etats et éviter de fonctionner bloc contre bloc ce qui n'est jamais la bonne logique. Donc tout ce travail doit repartir. Je pense que réellement, la présidence en l'occurrence n'a pas du tout fait converger les points de vue. On voit bien qu'on est plutôt plus loin à l'arrivée, que les écarts se sont plutôt creusés. Tournons une nouvelle page et essayons de reprendre les discussions pour arriver à un accord acceptable par tous et pour nous qui respecte les principes que l'on a posés./.